

**CONTRIBUTION DE L'IHSME**  
**au Colloque**  
**sur propagande, information et communication**

**Evolution des outils d'information**  
**dans une entreprise publique**

L'intitulé de ce colloque nous invite à réfléchir sur la portée et les enjeux de l'expression syndicale.

Notre IHSME s'est limité à travailler sur l'expression de l'ex Fédération de l'Energie, aujourd'hui Fédération Nationale des Mines et de l'Energie – FNME, en tenant compte des caractéristiques des deux entreprises EDF et GDF.

Faute de moyens et compte tenu de certaines particularités territoriales dans le syndicalisme mineurs, nous n'avons pu travailler sur la place des journaux de l'ex Fédération des Travailleurs du Sous-Sol, en particulier « le Travailleur du Sous-Sol ». Cela mériterait d'être approfondi compte tenu de l'osmose dans les régions concernées entre la population et la corporation minière.

Notre réflexion s'est centrée sur les électriciens et gaziers compte tenu du caractère particulier de cette profession avec le rôle vital que jouent le gaz et l'électricité dans l'économie du pays et la vie quotidienne de la population.

Il nous apparaît d'abord nécessaire de formuler **deux remarques préalables** à caractère général. D'abord, s'entendre sur le sens des mots. En effet, ce n'est pas le cas avec ce colloque, il y a un risque réel de se centrer sur une idée « de la propagande à la communication » compte tenu de l'évolution des intitulés des secteurs concernés de nos organisations. La fédération de l'énergie n'échappe pas à la règle avec un changement d'intitulé dans les années 80.

Aujourd'hui, le monde capitaliste dans son ensemble est rentré dans l'ère des technologies de l'influence dont les objectifs s'atteignent **par une confusion permanente de l'information, de la communication et de la propagande**. D'ailleurs, cette dernière est souvent dissimulée sous l'auto-exhibition des deux premières.

En son temps, Karl Marx avait montré et démontré le pouvoir de l'apparence, de l'illusion de l'idéologie dominante.

C'est le sens de notre **deuxième remarque**. Il importe de ne jamais séparer la réflexion sur ces questions de l'évolution des forces productives et des rapports de production.

En effet, les idées se forment dans les luttes sociales et le mouvement populaire, elles s'y transforment mais peuvent aussi se déformer.

S'il fallait encore se convaincre de l'importance des idées, il suffit de relire l'interview de Nicolas Sarkozy dans le journal Le Figaro du 17 avril 2007 lorsqu'il indiquait : « au fond, j'ai

fait mienne l'analyse d'Antonio Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. Depuis 2002, j'ai donc engagé un combat pour la maîtrise du débat d'idées ».

D'ailleurs tous les observateurs se sont accordés à reconnaître que l'élection de Nicolas Sarkozy relevait d'une victoire idéologique.

Ainsi nous assistons, non sans contradiction à une (des) stratégie(s) de mystification sur le terrain idéologique qui a (ont) acquis son (leur) propre efficacité. Il n'est pas suranné de continuer à parler de guerre idéologique.

Les différents supports médias vont ainsi peser lourdement dans la conscience sociale, même si ce ne sont pas les médias qui font l'histoire tant il est vrai que tout dépend de la force et du contenu des luttes sociales et du mouvement populaire.

### **Premières publications dans le gaz et l'électricité. Un objectif : fédérer le syndicalisme naissant**

La communication écrite dans les industries électriques et gazières est intimement liée à l'évolution de celles-ci et des structures syndicales. La création de la Fédération Nationale des Mines et de l'Energie pose en termes nouveaux les questions de la communication écrite.

Comment s'adresser à des corporations de culture et de composition sociale différentes ? La question est loin d'être résolue puisque les mineurs conservent leur publication (le Travailleur du Sous-Sol). Les mineurs de fer continuent quant à eux de publier leur journal régional (Le Sous-Sol Lorrain).

La transformation de Force Information en Energies Syndicales, à compter de janvier 2002, avait comme objectif de s'adresser à l'ensemble des trois branches qui historiquement ont constitué il y a dix ans la FNME (Industries électrique et gazière, mineurs des différentes substances et énergie atomique).

Il est à noter qu'au sein de la fédération de l'énergie, il n'a jamais existé de publications catégorielles (distribution, production, transport, ...). Compte tenu de la place particulière des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise, l'UFICT (auparavant Union Fédérale GNC) publie un encart spécifique dans Options.

Sans doute convient-il d'y voir le caractère intégré des deux entreprises publiques EDF et GDF et l'unicité de traitement du personnel par l'intermédiaire d'un statut national.

N'oublions pas le rôle joué par la CGT dans la nationalisation de 1946 et l'obtention du statut. Ce rôle a notamment été personnifié par Marcel Paul, secrétaire général de la fédération de 1937 à 1966, et ministre de la production industrielle (novembre 1945 - décembre 1946).

Cette matrice CGT aura des répercussions sur le fonctionnement de la fédération – qui s'assimile plus à celui d'un syndicat national – et sa communication essentiellement tournée vers le personnel pendant quatre décennies. Il aura fallu atteindre les années soixante-dix/quatre-vingt pour que celle-ci s'adresse systématiquement vers l'extérieur. Cela explique le fait que, jusqu'à la transformation de Force Information en Energies Syndicales, le secrétaire général de la fédération soit responsable es qualité du journal fédéral.

## **L’Echo du Gaz**

Dès le naissance du syndicalisme (le gaz d’abord et l’électricité ensuite) une des premières tâches fut la publication d’un journal.

Dès 1892, les ouvriers gaziers publient le « Journal du Gaz » (1892-1910) qui deviendra le « Journal des travailleurs du gaz » (1899-1910) puis « les Travailleurs du gaz ».

Le syndicalisme n’est pas unifié. La chambre syndicale des travailleurs du gaz est créée la première et regroupe ouvriers et employés. Les allumeurs de réverbère optent, quant à eux, pour le syndicalisme de métier et créent leur propre syndicat.

Les employés quitteront le syndicat ouvrier en 1892 pour former l’Union syndicale des employés qui sera dirigée par Maurice Claverie, une des figures du syndicalisme gazier d’avant 1914. Ils vont publier à partir de 1897 « l’Echo du Gaz » (jusqu’en 1910).

Les allumeurs de réverbère, quant à eux, publient « L’Allumeur » à partir de 1900 (jusqu’en 1913).

Si plusieurs publications vont subsister, c’est le journal des travailleurs du gaz qui va contribuer à fédérer les différents syndicats à partir d’une revendication commune : l’assimilation au statut de la ville de Paris.

### **Quel est l’objectif de cette publication ?**

Dans l’historique du syndicat des gaziers de Paris sous le titre « Souvenir d’un militant » (1) (Préface de Marcel Granoux), Maurice Claverie relate la création de l’Echo du Gaz.

« Le conseil syndical se préoccupa, tout d’abord, de fortifier ses positions : il fonda le 1<sup>er</sup> juin 1897 l’Echo du Gaz, une tribune du haut de laquelle il espérait bien se faire entendre des plus sourds, tout en ranimant le feu sacré autour de lui. Ah ! Dame, les premiers articles furent plutôt durs et mordants. La voix des employés avait été si longtemps étouffée, si comprimée qu’elle explosait maintenant avec des éclaboussures dont beaucoup se plainquirent. M. Godot (2) comme chacun en attrapait pour son grade, en recevait sa large part, à telle enseigne qu’il consulta, paraît-il, ses conseils sur le point de savoir si ses employés avaient ainsi le droit d’insulter leur directeur. Il ne s’en fallut de rien qu’il ne me trainât en correctionnelle pour diffamation en tant que gérant. Ah ! le beau procès que nous eussions eu là !

La compagnie avec un doux entêtement poursuivait cette ambition d’avoir un personnel bien en mains, heureux de sa médiocrité et lui en rendant grâce ; un personnel *minus habens*, peu instruit, à peine déclassé par une instruction rudimentaire mais à ses yeux plus que suffisante pour sa besogne quotidienne. Elle s’attachait à recruter ces employés dans de ces agents, ou dans le cadre ouvrier, parmi les plus disciplinés ; elle accueillait à bras ouverts leurs fils, leurs cousins, leurs neveux dont ils restaient cautions. Bref, elle avait rêvé de fonder une grande famille gazière, une sorte de phalanstère, de couvent où chacun eût eu sa place marquée pour l’éternité : ce fut un bagne.

(1) Ed. du syndicat - Paris 1932

(2) Godot était le directeur du Gaz de Paris

A la vérité, quelques-uns étaient entrés dans le jeu, une minorité de privilégiés qui, de père en fils, se partageaient les bonnes places par héritage comme des fiefs. Nous en avons parlé plus haut.

Mais la grande masse ne voulait rien savoir. Elle éloignait au contraire ses enfants d'une maison où elle-même n'avait trouvé que misère et servitude sans grandeur.

Sourde et aveugle, figée en son rêve avorté, la Compagnie ne s'apercevait pas que son personnel avait les yeux tournés vers d'autres horizons. Le syndicalisme s'épanouissait depuis 1884 en une floraison luxuriante : un idéal de justice et de droit ouvrier pénétrait les cerveaux ; l'air vicié des bureaux et des usines en était saturé et cet air les employés du gaz l'avaient respiré à pleins poumons. Entre la Compagnie et eux le malentendu ne pouvait que s'aggraver un peu plus, chaque jour, par l'aveuglement de celle-là ».

Il s'agit d'une publication d'information et de propagande au sens du petit Larousse « action systématique exercée sur l'opinion pour faire accepter certaines idées ou doctrine ».

Le syndicalisme des électriciens est apparu quelques années après celui des gaziers.

Afin d'aider à unifier les personnels autour de l'idée d'un statut commun, le « Journal des travailleurs du gaz » réservera une page aux électriciens. Mais les électriciens n'adhéreront pas immédiatement à la jeune fédération du gaz mais à celle de la métallurgie.

C'est ainsi que naîtra en décembre 1903 le « Travailleur de l'électricité » comme supplément au journal « l'Ouvrier métallurgiste ».

Les électriciens se sont nettement prononcés contre les syndicats de métier.

La fédération commune aux électriciens et gaziers verra le jour le 1<sup>er</sup> mai 1905.

### **Quel est l'objectif du « Travailleur de l'électricité ?**

Reprenons ce que dit la monographie générale du syndicat des producteurs et distributeurs d'Énergie électrique de la Seine (3).

« Une période d'organisation s'ensuivit ; sans relâche, le travail continua et un journal fut créé : le Travailleur de l'Électricité. Le premier numéro parut le 1<sup>er</sup> décembre 1903. Cet organe facilita le recrutement, il fut le porte-parole des idées saines, il propagea l'idéal syndicaliste, il exprima ses espoirs et ses buts, peu connus jusqu'à ce jour parmi le personnel des secteurs.

Il fut le soutien de tous, il fut aussi un précieux auxiliaire pour la campagne qu'il était indispensable d'entreprendre pour réveiller la conscience des travailleurs en leur montrant leurs intérêts de classe.

(3) Ed. du syndicat – Paris 1922

A côté des revendications immédiates et de la lutte terre à terre qu'il fallait mener pour se procurer l'indispensable, les questions professionnelles et sociales ne furent pas négligées.

Des causeries éducatives furent faites pour que chacun pût acquérir une valeur professionnelle plus grande, plus approfondie, en même temps que des connaissances générales plus étendues ; en un mot, il s'agissait, à ce moment, de parfaire l'éducation sociale de tous, qui leur permettrait, en attendant une ère de justice meilleure, de revendiquer la place qui est due aux travailleurs.

Ces faits prouvent surabondamment qu'au-dessus des préoccupations individuelles, il fallait élever le niveau moral des syndiqués, pour leur permettre de comprendre d'abord, d'atteindre et de réaliser ensuite le programme et les buts que le syndicalisme s'était tracés.

A ce sujet, le Conseil syndical s'exprimait ainsi : « Il ne suffit pas à un peuple de jouir de l'égalité des droits politiques, il faut encore que tous soient égaux dans les relations journalières de la vie, et c'est ce qui constitue l'égalité sociale, certainement plus chère aux yeux de nos camarades. Il est donc indispensable que l'ouvrier se regarde toujours comme l'égal de son patron et que, même renversant les rôles, il ne consente à le servir que comme client et jamais comme maître ».

Ces fortes paroles, cette pensée claire, germaient petit à petit dans la masse, servaient à vulgariser la doctrine syndicale ainsi que ses principes.

En plus de la propagande et de l'éducation, nos camarades ne négligeaient en rien de tout ce qui devait permettre au syndicat d'apparaître comme la grande famille, le soutien des faibles, l'endroit où chacun doit trouver aide et appui ».

Cela dispense de tout commentaire.

Jusqu'en 1914, sous les coups de boutoir du patronat, le syndicalisme gazier et électricien aura du mal à se fédérer durablement.

Aux publications citées précédemment, il faut en noter plusieurs autres : le « Réveil syndicaliste » en 1905, « l'Union des gaziers » de 1909 à 1910, le « Bulletin de l'union syndicale des employés des secteurs électriques » de 1906 à 1911.

Des publications voient le jour en province, notamment à Marseille et Bordeaux.

### **Eclairage et Force motrice : pour un statut unique**

La jeune fédération s'essaie de 1909 à 1911 à la publication du « Bulletin de la Fédération nationale de l'éclairage ».

Ce n'est qu'à partir du début des années vingt qu'une véritable publication fédérale voit le jour autour de l'idée d'un statut commun à tous les électriciens et gaziers à partir de celui des gaziers de Paris sur la base de l'assimilation au statut des personnels de la ville de Paris, lui-même héritier de la Commune.

Un journal va jouer ce rôle qui conduira à partir de 1936 – le statut des gaziers est étendu à quasiment tout le pays par l'intermédiaire de conventions collectives presque identiques pour chacune des compagnies du gaz et de l'électricité – à la formulation de l'idée de statut commun puis statut unique et enfin de statut national au congrès fédéral de Lyon en 1937.

Cette publication s'appelle Eclairage et Force motrice jusqu'en 1938. Elle sera celle de la fédération CGT unique, puis la CGT-Jouhaux et enfin la CGT réunifiée. Elle sera nommée Force à partir de 1938 jusqu'en 1940.

Porteur de l'idée de statut national et de la nationalisation – même si ce dernier aspect fait l'objet de peu de débats – c'est ce titre qui sera choisi par la direction illégale de la fédération. Six numéros seront publiés de mars à août 1944.

S'il fallait résumer les publications de cette période (1892-1944), elles tournent autour de deux aspects : **d'abord fédérer les syndicats naissants puis unifier l'action pour le statut.**

### **Réussir la nationalisation et faire appliquer le statut national**

La deuxième période sera, quant à elle, marquée par la nationalisation (8 avril 1946) et le statut national (22 juin 1946).

Le premier numéro du journal Force sera publié en juin 1945. La poursuite de ce titre témoigne de la permanence de l'objectif revendicatif (nationalisation et statut). En principe trimestrielle cette publication accompagne, dans un premier temps, la bataille pour la réussite de la nationalisation et l'application des dispositions statutaires. Tout en étant très militante, elle vise à s'adresser à l'ensemble du personnel. Elle demeure très imprégnée de la personnalité, du charisme et du style de Marcel Paul. Elle est intimement liée à l'actualité (grèves de 50, 51, 53, mise en place du CCOS, sa dissolution, etc.). Elle accompagne tous les grands événements de la corporation.

Force est essentiellement destinée aux syndiqués avec un contenu qui relève tout à la fois de la propagande, de l'information mais aussi de la communication dans la mesure où l'un des objectifs vise à ce que l'adhérent puisse confronter son point de vue individuel à celui plus large des adhérents et militants.

### **Naissance de Force information : rupture et continuité**

Mars 1954 verra la naissance d'une nouvelle publication « Force information ». Il y a tout à la fois **rupture et continuité**. D'abord dans le titre ou le terme subsiste mais aussi dans le contenu du journal.

La lecture de la première page du numéro 1 en porte témoignage :

**« *Il faut savoir ce qui se fait à E.D.F. – G.D.F.*  
et dans les entreprises exclues de la nationalisation**

La publication documentaire que réclame depuis si longtemps le personnel des Industries Electrique et Gazière est donc maintenant lancée.

Il s'agit d'une documentation que chaque agent, employé comme cadre, estimera indispensable de posséder pour connaître ses droits et savoir comment ils sont attaqués par les Directions Générales et les Ministres-patrons, et comment ils sont défendus par les Fédérations et les Syndicats.

Le compte rendu des travaux des organismes statutaires, que « Force information » s'assigne de publier, mettra le personnel au courant, dans son ensemble, de ce qui se débat et se décide à son intention tant à la Commission Supérieure Nationale du Personnel, dans les Sous-Commissions : Commission Nationale des Rentes, etc...

Les circulaires E.D.F. – G.D.F. d'un intérêt général seront également ainsi portées à la connaissance de tous.

Les questions Traitements, Salaires, Retraites et Pensions ainsi que les problèmes Accidents de Travail seront également très sérieusement suivis.

\*\*\*

« Force-Information » s'adresse à tous les agents sans distinction ni d'affiliation syndicale, ni de situation hiérarchique. Il ne peut donc être question de refuser de le vendre sous le motif que l'acheteur n'appartiendrait pas à la Fédération Nationale de l'Eclairage et des Forces Motrices ou au G.N.C.

\*\*\*

La connaissance précise des attaques des Pouvoirs Publics contre nos droits statutaires et légaux ainsi que la définition non moins précise de ceux-ci ne pourront qu'aider à une meilleure compréhension mutuelle dans les Services, dans les Bureaux, dans les Usines. « Force Information » aspire à être le Bulletin d'information de tous. Avec les critiques, les observations et les conseils de tous, il deviendra rapidement cela ».

Force continuera d'exister (dénommé « Force agitation » par les militants) et sera éditée deux ou trois fois l'an lors de grands événements sociaux.

On le voit le contenu du journal est intimement lié à tout ce qui touche à l'application des dispositions statutaires. La fédération est fortement impliquée dans les commissions prévues par le statut national. Nous sommes dans la période du développement de l'entreprise publique. La conflictualité y est vécue positivement ce qui fera écrire à certains observateurs « l'Etat EDF ».

Il est vrai que les agents sont fortement attachés à la réussite de leur entreprise jusqu'à parfois considérer qu'ils en sont quelque part propriétaires. Tout naturellement, cela conduit à peu de communication vers l'extérieur. Pontife à un moment donné, ce « corporatisme » s'avèrera cette dernière décennie un frein à l'externalisation, la bataille pour la défense, la consolidation et la modernisation de la nationalisation.

Donc **continuité** mais aussi un début de **rupture**. C'est un journal payant qui vise à aller au-delà des seuls syndiqués. Sur quarante pages, quatre ou cinq sont consacrées à des sujets « non statutaires ». Tous les courriers importants de la fédération y sont reproduits (Marcel Paul est très prolixe en courriers aux autres fédérations, directions générales et ministre de tutelle).

Il faudra attendre la deuxième moitié des années soixante pour constater une évolution sensible du contenu du journal, d'abord couleur de la une de couverture (octobre 1963) puis coopération d'un graphiste (Jean Kiras) à partir de juin 1970.

Si une place importante est toujours accordée aux organismes statutaires et sociaux, par contre des articles informatifs ou de réflexion apparaissent. Toutefois le journal ne comporte toujours pas de rubricage fixe et l'écriture y demeure d'origine militante.

Si les termes sont trop restrictifs, on peut quand même considérer que l'on passe de la propagande à l'information. Le journal va tendre progressivement à devenir un magazine syndical.

Cette période est caractérisée par de profondes mutations à EDF et GDF.

D'abord l'évolution technologique y est importante et rapide. Arrivée du nucléaire et du travail sous tension, reconversion des anciennes usines à gaz et thermiques, embauchage de nombreux jeunes issus des écoles de métiers, place progressivement prépondérante des techniciens, cadres et agents de maîtrise.

D'autre part, une nouvelle génération assume la direction fédérale suite à la maladie de Marcel Paul en 1963. Enfin, bien que fortement ancrés sur leur corporation, les électriciens et gaziers n'échappent pas au contexte environnant.

Nous faisons nôtre l'analyse de René Mouriaux (4) qui écrit :

*« Après la rhétorique et la propagande, survient l'âge de la communication. En France, le tournant s'opère dans les années 1960, sous l'effet d'au moins quatre grands facteurs. La croissance économique a engendré une consommation de masse qui comporte l'extension des études de marché et l'intensification de la publicité. En second lieu, l'exode rural, la salarisation grandissante de la population active, l'urbanisation modifient les formes de sociabilité qui se distendent et se diversifient. Troisièmement, la culture évolue sous l'effet de l'allongement de la scolarisation, de l'influence de la linguistique dont se nourrit le structuralisme. La conception de la communication abandonne le schéma behavioriste stimulus-réponse au profit d'une approche interactionniste. Enfin, la télévision devient le mode dominant de l'information et le lieu principal du débat politique. Le lancement en 1962 du satellite Telstar permet des émissions intercontinentales entre l'Europe occidentale et l'Amérique du nord. Toutefois la technique n'est pas neutre. Elle est intrinsèquement modelée par le libéralisme.*

*Pendant l'âge de la communication, l'opinion publique est soumise à un flux d'images, d'informations, de mise en scène. Devenu un village selon formule d'Herbert McLuhan (1963, traduction française 1967), la planète n'en conserve pas moins une diversité considérable structurée par la double dimension Est/Ouest et Nord/Sud. La France achève sa sortie de la période coloniale au terme de deux guerres perdues, celle d'Indochine et celle d'Algérie.*

(4) Cahiers de l'IHSME n°20 – décembre 2008



*L'évolution des mœurs que permet le « Birth control » et stimule l'élévation du niveau scolaire engendre un hédonisme et un esprit libertaire dont le gaullisme fera les frais en 1968. Phénomène collectif, l'opinion publique à l'âge de la communication est une présence envahissante et un enjeu. Ensemble diffus et différencié de sentiments d'aspiration, de représentations et de valeurs, « la vox populi » est mise en scène par les sondages dont l'IFOP et plus récemment la SOFRES assurent la réalisation. Pierre Bourdieu a raison de considérer l'usage des enquêtes d'opinion comme un instrument de dépolitisation. Le citoyen est placé en position de spectateur : voilà ce que pensent les Français, il faut se rendre à cette évidence. Orientées, les questions visent à obtenir les réponses les plus conformes au point de vue de la classe dominante ».*

Nous reviendrons plus après sur cet aspect avec l'offensive contre les entreprises publiques et la dégradation du climat social.

### **Une information formatrice**

La transformation progressive du journal fédéral et la définition d'une cible de lectorat a posé le problème du caractère formateur de l'information. Cela étant n'était-il pas besoin de la hiérarchiser ?

C'est à ce besoin que s'est efforcée de répondre une publication supplémentaire à destination des militants à partir de 1963 : Force-Militant. On retrouve toujours l'intitulé Force synonyme de cohérence d'ensemble.

### **L'éditorial du numéro 1 de Force-Militant explicite la démarche initiée.**

#### **Pourquoi Force-Militant ?**

« Les revendications n'aboutissent que par l'action unie du personnel. L'activité des organisations CGT est donc décisive. Les militants élus démocratiquement sont responsables de cette activité.

La fédération édite « Force » et Force-Information ». Force publie les informations générales, Force-Information les études, les commentaires sur les textes, les positions de principe, les comptes rendus des commissions. Force est destiné à tous les syndiqués qui le reçoivent régulièrement et gratuitement. Force-Information est vendu, qui veut connaître ses droits et les défendre doit lire Force-Information ; il faut encore faire plus pour sa diffusion.

Il manquait à la fédération un bulletin intérieur réservé aux militants. Le secrétariat fédéral a donc décidé de réaliser une publication qui réponde aux multiples questions que se posent nos camarades responsables des syndicats et sections syndicales.

Force-Militant aidera les secrétaires de syndicats et sections syndicales à organiser les réunions de bureaux et de syndiqués.

Force-Militant servira de schéma pour les assemblées de personnel.

Force-Militant sera un moyen de populariser les expériences acquises sur tel ou tel problème dans tel ou tel secteur.

Dans ce bulletin, le secrétariat fédéral se propose de faire connaître rapidement les positions de la fédération sur les circulaires établies par la C.S.N.P. et aussi les points de principe soulevés dans les sous-commissions et plus généralement toutes les questions ayant trait à l'application du statut national.

Seront également traités dans Force-Militant les problèmes concernant l'organisation, la propagande. »

Avec l'arrivée de l'informatique, Internet, la création d'un site fédéral, la parution de Force-Militant a été plus épisodique jusqu'à disparaître à la fin des années quatre-vingt-dix.

Sans vouloir y voir un lien de causalité, sa disparition correspond également à un recul des stages de formation syndicale.

### **Les congrès fédéraux et la communication**

*Afin de travailler ces questions, nous nous sommes efforcés de rechercher dans les travaux des congrès les débats à ce sujet.*

*Force est de constater que cela n'a pas fait l'objet de débats importants ce qui laisse supposer qu'il s'est agi d'une construction progressive qui confirme l'idée de rupture et continuité.*

*En fait, il s'avère que la forte identité professionnelle des électriciens et gaziers a conduit à cette situation pendant près d'un demi siècle.*

*Le 29<sup>e</sup> congrès fédéral (2 au 7 février 1986) abordera ces questions dans les termes suivants :*

*« Enfin, il n'y a pas une unité qui n'ait pas aujourd'hui son journal. Des expériences de journal vidéo sont en cours. Il s'agit de nous battre de vitesse dans la transmission de l'information.*

*A cet égard, nous devons être offensifs sur la nature de l'information interne à EDF et GDF. Elle devrait être placée sous l'autorité des organismes statutaires compétents afin d'assurer son pluralisme et sa transparence.*

*D'autre part, je n'évoque que pour mémoire la dictature exercée par les médias qui tentent d'orienter unilatéralement tous les choix économiques et sociaux par un brouillage idéologique, véritable appel à la passivité.*

*Là aussi, c'est bien à une bataille de classe à laquelle nous avons affaire. Elle pose en grand le problème de la diffusion de nos idées.*

### **RENDRE ACCESSIBLE NOTRE INFORMATION**

*En la matière, ce qui doit nous guider, c'est d'expliquer nos idées plus systématiquement et de manière plus accessible.*

*Nous ne souffrons pas d'insuffisance d'information mais elle n'est pas assez ciblée. De même, nous devons éviter un discours par trop généraliste qui ne permet pas au personnel de s'y retrouver.*

*Notre activité doit reposer sur trois axes essentiels :*

- 1) Une grande rigueur dans l'analyse de la situation, les propositions et positions de la CGT.*
- 2) Face à la permanence de l'offensive idéologique, le rôle des délégués de service n'en est que valorisé. Chaque jour, il doit être à même de jouer le rôle d'antibrouillard, d'exercer un véritable droit de réponse. Cela suppose un développement de la formation syndicale, un travail toujours plus collectif afin qu'il n'y ait pas rétention de l'information.*
- 3) Mettre en œuvre les technologies nouvelles afin d'impulser une véritable communication.*

*De ce dernier aspect, nous avons assisté à la transformation rapide de l'environnement médiatique et à la concentration des moyens de communication.*

*Nous nous sommes efforcés de modifier le contenu des publications fédérales, en particulier Force-Information qui s'est transformée en magazine compte tenu de son caractère mensuel.*

*Nous avons, avec plus ou moins de bonheur, développer le télex et le répondeur téléphonique. Nous allons vers la réalisation d'une expérience en matière de messagerie électronique.*

*Nous avons développé le montage vidéo mais il nous semble devoir aller plus loin au travers de la réalisation d'émissions à thème.*

*Nous voulons être présents activement sur le terrain de la communication en dehors des seules périodes électorales. Au-delà de nos propres réalisations, cela pose le problème de notre action pour être présents sur les médias.*

*En fait, il s'agit de permettre à la fédération d'intervenir avec des moyens adaptés, les syndicats constituant les relais nécessaires. Il s'agit de mobiliser toutes nos énergies, de répondre aux attaques, de se faire entendre.*

*Certes ce qui restera déterminant, c'est l'action militante au plus près des personnels, mais à tous les niveaux il faut être capable d'utiliser au mieux et à notre profit les moyens modernes comme de rénover et rendre plus efficaces les moyens traditionnels.*

*Nous rencontrons parfois des difficultés à faire pièce à l'action gouvernementale et des directions générales. Nous sommes parfois étonnés de la façon dont elle pénètre les esprits.*

*Nous sommes en effet dans une société où la communication sociale prend une importance grandissante et où, en même temps, les jeunes agents ont des références culturelles différentes de celles de leurs aînés.*

*Nous ne pouvons évacuer, négliger ces éléments. Ainsi convient-il de réfléchir en terme de propagande à des moments donnés de notre activité syndicale, en terme de communication et d'information à d'autres, afin d'élaborer et produire des éléments diversifiés.*

*C'est dans cette voie que nous vous proposons d'engager la réflexion.*

*Ce que nous voulons, c'est gagner du temps sur l'adversaire. Mais comme je l'ai indiqué tout l'heure, cela serait inopérant s'il n'y avait pas l'intervention militante, volontariste ».*

## **L'opinion publique**

Avec la fin de ce que certains appellent le « consensus » issu de la Libération, un élément nouveau va intervenir avec l'évolution des médias, celui de l'opinion publique.

Gaz et électricité sont deux industries qui constituent un enjeu stratégique tant dans la vie quotidienne de la population que du développement économique.

Arme absolue, la coupure de courant (délestage), conséquence de la baisse de production peut se retourner contre ceux qui l'emploient sous forme d'usagers en colère ou d'opinion publique hostile. Certes, cela n'est pas nouveau. A l'époque du syndicalisme d'action directe incarné par Emile Pataud (5), les grèves de 1907 et 1909 ont connu l'utilisation par les gouvernements de l'opinion publique. Pour la période contemporaine, on peut dater à 1969 la prise à témoin de l'opinion publique et sa mise en scène par les directions et les pouvoirs publics.

Dans le cadre de la nouvelle société proposée par Jacques Chaban-Delmas (avec ses conseillers Michel Crozier, Simon Nora et surtout Jacques Delors), les directions proposent une convention salariale appelée contrat de progrès.

Rejetée par la CGT et dans un premier temps par la CFDT, la grève est décidée. Le froid rigoureux entraîne des conséquences plus importantes.

Une campagne de presse est orchestrée par Jacques Chaban-Delmas lui-même. L'opinion publique est influencée par cette campagne comme par les sondages IFOP et SOFRES (5). Une consultation du personnel à bulletin secret est alors organisée par la CGT le 14 janvier 1970.

C'est à partir de cette période que la recherche du soutien de l'opinion publique va avoir lieu en utilisant la dégradation de la situation des deux entreprises publiques et ses conséquences pour les usagers (grande panne du 19 décembre 1978 et par la suite conséquences des tempêtes).

La communication fédérale va s'adresser vers l'extérieur par l'intermédiaire de campagne d'affichage grand public. Les électriciens et gaziers ne sont pas les propriétaires de leur entreprise ! Cette interpellation de l'opinion publique, son association à la définition de ses besoins, aux transformations à opérer dans le fonctionnement de l'entreprise nationale de plus en plus étatisée, donneront progressivement naissance au concept du droit à l'énergie (refus des coupures) et aux actions du type « Robin des Bois » (6).

Cette démarche est résumée par René Mouriaux (7) qui écrit : « Préoccupée surtout du rapport à l'opinion publique, l'étude des années 1969 et 2004 met en évidence l'enjeu central des

(5) Voir « Comment nous ferons la révolution », Ed. Tallandier (1909) - réédité en 1995, E d. Syllepse2005

(6) Voir « Les Robins des Bois de l'Energie » - Sophie Béaux, le Cherche Midi

(7) analyse de René Mouriaux dans Cahiers de l'IHSME n° 20

l'inaptitude du marché à l'assurer, la dangerosité de la séparation entre la distribution et la production, l'appropriation collective du secteur énergétique sont des idées force tout à fait à même de battre les options libérales. Leur enracinement dans les masses par et dans les luttes permet le passage de la défensive à l'offensive. Le slogan de 1968, « Ce n'est qu'un début » nous indique une perspective et stimule la réflexion sur l'offensive libérale et le recul de la lutte des classes. « Avons-nous touché le fond ? » s'interrogeait un militant assez représentatif des questionnements contemporains ? »

### **Energies Syndicales : construction progressive d'un magazine**

La dernière décennie du 20<sup>è</sup> siècle et les premières années du 21<sup>è</sup> vont ainsi conduire à une véritable transformation des outils de communication en associant journalistes, entreprises de communication, etc.

Force-Information devient Energies Syndicales à partir de janvier 2002 en tant que magazine. Certes la fédération de l'énergie est devenue celle des mines et de l'énergie (voir les problèmes rencontrés au début de cette réflexion) mais il est clair qu'en tout état de cause le journal devait évoluer dans la mesure où l'organisation syndicale n'est plus (ou moins) identifiée à l'entreprise publique nationale.

Pour autant le problème de diffusion de la presse syndicale demeurent récurrents. Cela mériterait une autre réflexion.

Et si les problèmes de communication, sans être simpliste, ne se résumaient pas autour de l'alternative « créateur ou créatif » ?

Enfin, dernière réflexion : la place du Net.

L'économie est lente par nature. Sa financiarisation et ses conséquences, c'est l'immédiateté. Certains en tirent la conclusion hâtive que le temps technologique a dépassé le temps humain et d'opposer la circulation de l'information en temps réel à l'existence de l'écrit.

Au contraire, il y a complémentarité.

La lecture fugitive exige la réflexion qui s'instruit de l'analyse, de la durée, de la décantation lente.

Le fait ne prend son sens que s'il y a distanciation dans une continuité – ou discontinuité – qui prendra du sens. Il n'y a que la pensée humaine.

Au travers d'un siècle, dans une branche fortement identifiée, le journal, au-delà de ses évolutions aura joué un rôle fédérateur, dans un premier temps du syndicalisme naissant puis autour de la revendication du statut unique, ensuite de la réussite et la défense de la nationalisation et enfin entre personnel et opinion publique.

François Duteil  
Président de l'IHSME  
Montreuil, le 18 novembre 2000